

Reporters sans frontières demande au ministre de la Justice la fin des poursuites, entamées en 2003, contre le quotidien Egunkaria

Publié le 3 avril 2008

Il y a cinq ans, la police espagnole arrêtait treize journalistes et membres du conseil d'administration du journal en langue basque *Euskaldunon Egunkaria*, soupçonnés de "délict d'appartenance ou de collaboration avec l'organisation terroriste ETA". Le juge de l'Audience nationale avait également ordonné la fermeture du journal.

Considérant que Euskaldunon Egunkaria poursuit les mêmes objectifs que l'ETA et contribue à renforcer les structures de l'organisation terroriste en générant des sociétés-écrans, le juge Juan del Olmo reconduit tous les six mois depuis le 21 juillet 2003 les mesures préventives contre le groupe : gel des capitaux, suspension des activités, fermeture des locaux de Egunkaria SA, de Egunkaria Sortzen SL et de la rédaction du journal.

"Après plus de cinq années d'instruction, les liens supposés entre certains membres de la rédaction du quotidien Egunkaria et l'organisation terroriste ETA n'ont jamais été démontrés. La lutte contre le terrorisme menée par les autorités espagnoles est légitime, mais elle doit le faire dans le respect de la liberté d'expression. Nous rappelons que les journalistes basques sont eux aussi victimes de la campagne de terreur de l'ETA menée à l'encontre des médias, les obligeant à travailler avec des escortes, voire à quitter le Pays basque", a déclaré Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières.

"Nous réitérons notre inquiétude quant à la fermeture du journal Euskaldunon Egunkaria. Cette mesure prive les lecteurs de leur droit à l'information. Nous demandons au ministre de la Justice, Mariano Fernandez Beremejo, d'envisager la réouverture d'Egunkaria et le démarrage dans les plus bref délais du procès pour que la justice se prononce enfin sur le fond de cette affaire", a-t-il ajouté.

L'instruction menée par le juge Juan del Olmo comporte deux pans. Le volet principal est lié aux liens supposés avec l'ETA, le second à une fraude fiscale.

Les treize journalistes et collaborateurs de médias inculpés sont : Joan Mari Torrealdei, président du Conseil d'Administration d'Egunkaria S.A., Iñaki Uria, CEO d'Egunkaria S.A., Txema Auzmendi, secrétaire au Conseil d'Administration, Martxelo Otamendi, directeur du journal Egunkaria, Pello Zubiria, ex directeur du journal *Egunkaria*, Xabier Oleaga, ex rédacteur en chef d'Egunkaria, Xabier Alegria, militant de Batasuna, Joxe Mari Sors, membre du Conseil d'Administration d'Egunkaria S.A. , Ainhoa Albisu, employé de bureau, Mikel Sorozabal, employé de bureau, Begoña Zubelzu, employé de bureau, Fernando Furundarena, employé de bureau.

Chacun d'entre eux fait face à des peines cumulées de 30 à 40 ans de prison et à une amende de plus de 30 millions d'euros.

Ils sont accusés d'avoir créé une "association illégale", et pour certains, d'"appartenir à un groupe terroriste". Tous les journalistes ont rejeté l'ensemble des accusations et ont fait appel, le 29 décembre 2004, auprès de la deuxième chambre de l'Audience nationale. Cette dernière ne s'est toujours pas prononcée.

Dans un rapport présenté fin 2007, un groupe de juristes internationaux a considéré que la fermeture du journal et l'arrestation des treize journalistes et collaborateurs de médias violent par son caractère disproportionné les articles 10 et 15 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le même comité a également confirmé que l'application de l'article 129.9 qui autorise un juge à fermer une entreprise ne s'appliquait pas aux groupes de communication.

En décembre 2006, le procureur Miguel Angel Carballo a conclu qu'il n'y avait pas d'indices suffisants pour maintenir les accusations contre les treize inculpés.

Le 20 octobre 2005, 70 députés espagnols ont rappelé leur attachement à la liberté d'expression et demandé au gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero le classement de l'affaire Egunkaria.

A la suite de la fermeture d'Egunkaria, le 20 février 2003, et à l'issue d'une vaste souscription populaire, un autre quotidien en langue basque a été créé en juin 2003, sous le nom de *Berria* (20 000 exemplaires), dirigé par Martxelo Otamendi.

<http://www.rsf.org/Reporters-sans-frontieres-demande,26447.html>